

# **INTERNATIONALE SOCIALISTE**

**REUNION DU COMITE AFRIQUE**  
(NIAMEY, Niger 17 et 18 mars 2013)

## **ALLOCATION**

**de Ousmane Tanor DIENG**

**Vice-président de l'IS, Président du Comité Afrique,  
Secrétaire général du Parti socialiste du Sénégal**

**Cher camarade, Secrétaire général de l'Internationale Socialiste,  
Mes chers camarades,  
Chers amis, Chers invités,**

Après 2001 et après 2006, c'est avec un grand plaisir que nous nous retrouvons une nouvelle fois ici à Niamey, au Niger, pour la réunion de la grande famille socialiste d'Afrique. Nous avons d'autant plus plaisir à revenir sur cette terre généreuse et hospitalière que nous y retrouvons nos camarades du Parti Nigérien pour la Démocratie et le Socialisme / Tarraya et notre camarade, le Président Mahamadou ISSOUFOU dont l'engagement déterminé au service de son pays a fini par être récompensé par le peuple nigérien qui l'a élu Président de la République. C'est l'occasion pour moi, à mon nom personnel et au nom des membres du Comité Afrique de l'Internationale socialiste, de lui adresser nos sincères félicitations et de rendre un vibrant hommage à son combat acharné dans la défense sans concession des valeurs de progrès, de solidarité et de justice sociale.

Sur le même registre, permettez-moi de saluer la présence de notre camarade Harlem DESIR, Premier Secrétaire du Parti socialiste français. Je voudrais aussi le féliciter pour la confiance portée sur sa personne par nos camarades socialistes français et lui adresser nos meilleurs vœux de réussite dans son exaltante mission.

**Chers camarades,**

Entre le 23<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale Socialiste qui s'est tenu à Athènes (Grèce) du 30 juin au 2 juillet 2008 et le 24<sup>ème</sup> Congrès qui a eu lieu au Cap (Afrique du Sud) du 30 août au 1<sup>er</sup> septembre 2012, le Comité Afrique s'est réuni successivement à Abidjan (Côte d'Ivoire) les 14 et 15 juin 2008, à Dakar (Sénégal) les 19 et 20 juin 2009, à Windhoek (Namibie) les 29 et 30 juillet 2011 et enfin à Praia (Cap Vert) les 30 et 31 juillet 2012. Ces différentes réunions ont été l'occasion pour nous, socialistes africains, d'évaluer la précédente réunion du Conseil et de préparer la suivante. Elles nous ont surtout permis de nous informer, les uns les autres, sur nos situations nationales et de réfléchir ensemble sur les questions qui traversent notre continent avec la particularité que nous l'avons fait ces dernières années dans un contexte international de crise.

**Chers camarades,**

Cette année, notre réunion se tient au Niger, pays qui a connu des périodes difficiles mais qui arrive plutôt bien à les surmonter et à rouvrir une nouvelle page de son histoire démocratique, plus conforme au génie de son peuple. Cette réunion se tient au moment où le Mali, Etat voisin du Niger, traverse l'une des épreuves les plus difficiles de son histoire post indépendance.

Vous l'aurez compris, l'analyse de la crise malienne et la recherche de solutions de sortie de crise, constitue aujourd'hui un sujet incontournable dans toute réflexion sur la situation de l'Afrique et, surtout, sur son avenir.

Et je voudrais à ce sujet partager avec vous, à grand trait, quelques éléments d'une réflexion sur la situation au Mali. Chacun en convient, cette situation confronte ce pays frère et les autres pays de la sous-région ouest-africaine à des défis majeurs, des défis qui, pour certains, interpellent aussi tous les pays de la planète.

D'abord, c'est **un défi pour la construction de la Nation en Afrique** car la crise malienne montre que le développement sociopolitique des jeunes Nations n'est jamais un acquis irréversible. Elle montre à suffisance que la construction de la Nation reste toujours fragile et donne en même temps la preuve de la vulnérabilité de nos Etats face aux menaces de toutes sortes. L'évolution de la situation avec notamment l'intervention du coup d'Etat militaire à la faveur de la résurgence de la rébellion sécessionniste touarègue incarnée par le MNLA allié aux jihadistes d'ANSAR DINE, ensemble appuyés par des organisations étrangères terroristes comme l'AQMI et le MUJAO, ont suffi à remettre en cause l'intégrité territoriale du Mali, menacé de partition. Alors quelles institutions, quelles politiques et quelles ressources pour endiguer l'expression des particularismes identitaires et pour anticiper les frustrations nées de prétendus déséquilibres dans la répartition des ressources nationales qui constituent un terreau fertile à la désintégration de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale.

Quand on y regarde de très près, la crise au Mali, c'est également **un défi de gouvernance démocratique**. Comme chacun le sait, la démocratie prohibe le confort des certitudes. Elle ne peut pas non plus s'accommoder d'un consensualisme aux relents d'unanimisme chloroformant. L'expérience du Mali montre que ce serait une grave erreur de croire que parce que nous vivons dans une république démocratique nous serions à l'abri de tout péril. Voilà un pays qui, dans un passé récent, après le retour des soldats dans leur caserne, était présenté comme un modèle avec une alternance dans le cadre d'un processus de démocratisation affirmé, mais dont la situation

démocratique, par la combinaison de facteurs internes et d'éléments d'extranéité, s'est dégradée très rapidement au point de favoriser le délitement de l'Etat et des institutions républicaines. On le voit, la démocratie ne constitue un rempart solide contre les menaces de déstabilisation de tous ordres et une garantie pour préserver nos pays de certaines dérives que si les acteurs publics, politiques et autres acteurs compris, l'engagent dans un processus dynamique et irréversible. Il faut souhaiter, à cet égard, que très rapidement le peuple malien se donne les moyens de remettre à flots le projet démocratique en renouant avec un modèle qui permet aux citoyens de choisir librement leurs dirigeants.

**Chers camarades,**

L'un des enseignements majeurs de cette guerre au Mali est qu'il est grand temps pour nos Etats africains et nos organisations d'intégration d'accepter de brider nos vues souverainistes étriquées pour consentir les efforts de renoncement attendus de chacun. Oui, la situation au Mali met aussi en évidence l'urgence de construire une unité politique africaine capable de faire face aux situations du genre.

En cela, elle constitue **un défi pour l'intégration africaine**. En dépit d'une bonne prise de conscience de la gravité de la menace par les Etats africains et de leur réelle volonté d'y faire face, nous avons tardé à agir au point de rester dépendants de l'intervention de pays étrangers et d'être confinés le cas échéant dans le rôle de simples forces supplétives d'armées venues d'ailleurs pour se déployer sur leur propre continent.

Dans notre sous-région ouest- africaine, le moment est venu, et la guerre au Mali nous en fournit l'occasion, de créer une force militaire de la CEDEAO en tirant des enseignements de la création de l'ECOMOG et de ses interventions au Libéria et en Sierra Leone. Il nous faut nous doter de forces d'intervention rapide suffisamment nombreuses et dotées de moyens et d'armements et capables de garantir la sécurité individuelle et collective de nos Etats.

Enfin, lorsque j'évoque la nécessité pour nos Etats africains de se doter d'une force d'intervention, je voulais laisser entendre qu'il s'agit aussi d'**un défi pour la sécurité globale**. En effet, l'évolution de la crise malienne avec ses effets collatéraux, notamment la prise d'otages de toutes nationalités en Algérie et celles intervenues au Niger, au Nigéria et plus récemment au Cameroun, renseigne à suffisance, si besoin en était encore, sur la gravité du péril terroriste qui est devenu une menace pour le monde entier.

Nous assistons pour ainsi dire à une globalisation de la menace terroriste qu'aucun Etat africain ni même occidental ne peut venir à bout seul et à laquelle il faut opposer une mutualisation, à l'échelle de tous les Etats, des moyens de lutte. En effet, tous les Etats y étant vulnérables, la menace doit être traitée collectivement à travers une stratégie globale et une approche multilatérale basées sur un système d'échanges d'informations et de coordination des actions entre les pays du nord et ceux du sud.

Je vais conclure en évoquant rapidement quelques questions qui, si elles ne sont bien abordées, risquent de constituer de sérieuses hypothèques pour une véritable sortie de crise.

D'abord, il y a lieu de réfléchir sur le rôle et le sort de la junte militaire dans la gestion de la crise et dans le Mali post conflit. Quel statut pour ses dirigeants et quel sort pour les troupes ? Comment éviter une solution à la Guinée-Bissau où l'armée intervient dans le fonctionnement des institutions démocratiques ? En définitive, quelles sont les solutions à mettre en œuvre pour un retour définitif des militaires dans les casernes ?

Ensuite, si tout le monde s'accorde à exiger des autorités maliennes de renouer avec un système de gouvernance démocratique, il y a lieu de se demander si une élection crédible peut être organisée d'ici juillet 2013. A mon avis, dans le contexte actuel, il faut à tout prix éviter le fétichisme des dates et aider le peuple malien à créer les conditions d'élections transparentes, libres et régulières qui garantissent une légitimité aux dirigeants et une crédibilité aux institutions de la République.

Autre question centrale dans la résolution de la crise malienne, c'est le traitement de la question touarègue. Cette question ne doit pas se retourner contre l'objectif de préservation de la paix au nord du pays où vivent également des arabes, des peulhs et des songhaï. Le Mali peut-il s'accommoder d'une souveraineté tronquée sur son territoire ? Ne faudrait-il pas traiter la question touarègue dans le cadre d'un véritable dialogue national en recherchant une solution qui intègre les autres communautés du nord du Mali ?

Enfin, la sécurisation des frontières et de l'intérieur du Mali ne se fera pas en un seul trait de temps. Ce sera l'aboutissement d'un processus plus ou moins long où non seulement la communauté internationale devra aider le Mali à former son armée mais elle devra maintenir la présence des forces françaises

et africaines. C'est dire qu'un retrait précipité des forces françaises serait dangereux à la paix au Mali et à la stabilité de la sous-région.

Je vous remercie de votre attention./-